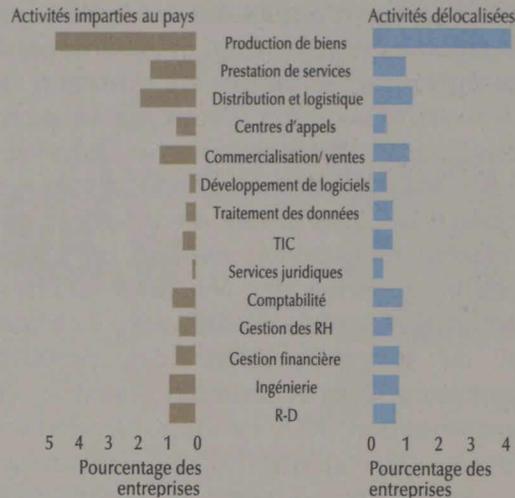


Impartition au pays et délocalisation des activités commerciales dans le secteur manufacturier

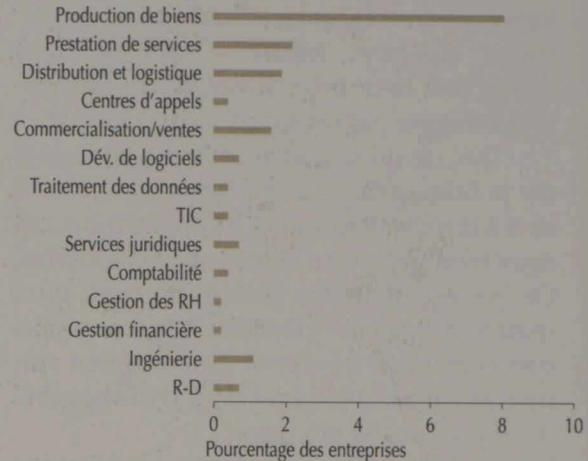


Données : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*.

industrie. À titre d'exemple, une entreprise peut choisir d'être un producteur intégré et de conserver la plus grande partie des activités au sein de l'entreprise et du pays d'origine, tandis qu'un concurrent pourra mettre l'accent sur quelques activités stratégiques et délocaliser ou céder en impartition tout le reste. L'Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise (EISE) identifie 14 activités inhérentes au fonctionnement de la plupart des entreprises (voir le graphique)¹⁶. Pour bien comprendre le fonctionnement des CVM et des opérations mondiales des entreprises canadiennes au sein de celles-ci, il est essentiel de bien saisir la « mobilité » de ces 14 activités (la probabilité qu'elles soient exécutées au pays ou délocalisées).

De ces 14 activités, la plus mobile (celle qui a le plus de chance d'être délocalisée ou rapatriée au pays) est la production des biens. Ainsi, la production des biens a une probabilité quatre fois plus élevée d'être délocalisée que la prochaine activité la plus mobile, soit la distribution et la logistique. Pour ce qui est du rapatriement d'activités au pays, la production des biens affiche une probabilité environ trois fois plus élevée

Impartition à l'étranger des activités commerciales dans le secteur manufacturier



Données : Statistique Canada, *Enquête sur l'innovation et les stratégies d'entreprise*.

d'être rapatriée au pays que la prochaine activité la plus fréquente à cet égard. Dans l'ensemble, les entreprises sont plus susceptibles de ramener au pays que de délocaliser la prestation des services, de même que la distribution et la logistique, les centres d'appels et la R-D, ce qui pourrait vouloir dire que le Canada possède un avantage concurrentiel pour ces activités. Par contre, on observe une délocalisation nette dans les domaines du traitement des données, des TIC et des services juridiques et de comptabilité, entre autres. Les chiffres sur la délocalisation et la relocalisation nette au pays doivent être interprétés avec prudence parce qu'ils nous renseignent seulement sur le nombre d'entreprises qui ont eu recours à la délocalisation ou au rapatriement de certaines activités, mais non sur l'étendue des activités déplacées.

L'impartition à l'étranger signifie que l'on achète hors du pays un bien ou un service qui, auparavant, pourrait avoir été produit à l'interne ou acquis en sous-traitance auprès d'une entreprise canadienne¹⁷. Il n'est donc pas étonnant que cette pratique soit beaucoup plus répandue que la délocalisation

16 La liste de ces activités concorde avec celle employée par Eurostat et par Michael Porter dans *L'avantage comparatif des nations*.

17 Encore ici, l'« impartition » signifie l'impartition auprès d'un fournisseur étranger.